Le communautaire (et le Québec) à boutte

Devant des listes d'attente interminables au public, les organismes communautaires font office de palliatif à rabais pour l'État.

Josée Legault

PARTAGE

Lundi, 23 mars 2026 15:30
MISE À JOUR Lundi, 23 mars 2026 15:30

Le communautaire, comme on l'appelle, est à boutte. Comme le reste du Québec, semble-t-il…

Dans l'espoir d'alerter l'opinion publique et la classe politique à quelques mois des élections, près de 1600 organismes brisent le silence.

Du 23 mars au 2 avril, partout à travers le Québec, ils font la grève. Malgré la neige tenace, appelons ça le Printemps du communautaire.

Son slogan – *Le communautaire à boutte* – en dit long sur l'épuisement et le manque de ressources qui le grugent depuis des années.

Il est pourtant confronté au vieillissement de la population. Sans compter un réseau public de services sociaux trop centralisé, hyper bureaucratisé et, selon le Protecteur du citoyen, en voie aussi de déshumanisation.

D'un côté, l'État augmente la rémunération de ses employés sans que les résultats ne suivent toujours sur le terrain. De l'autre, dans le communautaire, en plus d'une mer de bénévoles, des milliers d'employés, dont une forte majorité de femmes, ont droit à des petits salaires de 18 à 24 $/heure.

Devant des listes d'attente interminables au public, la réalité est que les organismes communautaires et les proches aidants font office de palliatif à rabais pour l'État.

Sans tout ce beau monde, ce qu'il reste du filet social québécois s'écroulerait carrément. Regardez bien. Ces organismes sont partout.

Partout

Dans les popotes roulantes. En soutien à domicile. Dans les banques alimentaires. Auprès de proches aidants à bout de souffle. D'aînés seuls. De jeunes et d'adultes en situation de handicap intellectuel et de leur famille.

Ils prennent soin de femmes victimes de violence conjugale. De jeunes en désarroi. De locataires évincés brutalement ou incapables de payer des loyers devenus trop élevés.

Ils s'occupent (et se préoccupent) de personnes itinérantes et de citoyens incapables d'avoir accès à des soins en santé mentale. Etc.

Leurs revendications ? Au gouvernement actuel et au prochain, ils demandent des conditions de travail décentes. Un financement adéquat de l'État qui leur « sous-traite » ce qui devrait relever de ses propres responsabilités.

Les organismes demandent aussi à l'État d'investir dans le modèle communautaire comme « pilier stratégique » au moment même où les besoins explosent au sein de la population.

Briser le silence

Posons la question qui tue : dans ce Québec vieillissant et en déclin démographique évident, y a-t-il chez ce gouvernement, ou le précédent, l'ombre du début d'une vraie « stratégie » pour renforcer notre filet social ?

Si oui, il le cache fort bien. Même Santé Québec, le grand manitou de la santé et des services sociaux, est dépassé. C'est pourquoi ce Printemps du communautaire, comme je l'ai baptisé, cherche à mobiliser et sensibiliser la population à l'urgence, pour elle aussi, de briser le silence auprès de ses élus.

De plus en plus, les gouvernements voient le communautaire et les proches aidants, là aussi une majorité de femmes, comme de la main-d'œuvre à bon marché ou même gratuite, tellement facile à presser comme des citrons.

Pendant ce temps, dans les bureaux douillets des grands bureaucrates, on encaisse des rémunérations élevées pour services de moins en moins rendus.

D'où la colère montante dans le communautaire et chez les proches aidants. Et ça, ça fait beaucoup de monde au Québec.

8 Commentaires

Vous devez être connecté pour commenter.
Se connecter

ARCHIVES 2026 2025 2024 2023 2022 2021 2020 2019 2018 2017

ACCÈS RAPIDES

SECTIONS

EN SAVOIR PLUS

S'ABONNER

APPLICATIONS MOBILES

© 2026 Le Journal de Montréal Inc. Tous droits réservés.